



carif ■ oref
Ile de La Réunion



AGROALIMENTAIRE - ZONE D'EMPLOI EST ENJEUX ET PERSPECTIVES





AVANT-PROPOS

Ce document étant le fruit d'un travail collectif et partagé, le CARIF-OREF, Pôle Emploi Réunion et la Maison de l'Emploi de l'Est tiennent particulièrement à remercier la Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, le Conseil Régional, la Communauté Intercommunale de l'Est de La Réunion, la Mission Locale Est, le PLIE intercommunal de l'Est, les entreprises et l'ensemble des partenaires ayant contribué à sa réalisation.

Les notes enjeux et perspectives s'inscrivent dans une démarche régionale. Le CARIF-OREF, Pôle Emploi et les partenaires territoriaux ont conduit ces travaux d'anticipation sur chacune des microrégions de La Réunion, en tenant compte des spécificités relatives à chacun de ces territoires.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
INDICATEURS CLÉS DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS L'EST	6
Les entreprises	6
Les salariés	7
Synthèse statistique	10
SYNTHÈSE DES ATELIERS	11
LES FACTEURS CLÉS À ANTICIPER DANS L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE ET DES MÉTIERS	11
Evolution activité	11
Approche territoire	12
Evolution réglementaire	12
Evolution technologique	13
Evolution sociétale	13
Evolution RH, management	13
LES PISTES D' ACTIONS	14



INTRODUCTION

Les notes prospectives s'inscrivent dans le cadre des missions d'anticipation de l'activité, de l'emploi et de la formation. Ces missions étant partagées par le CARIF OREF, Pôle Emploi et la Maison de l'Emploi de l'EST, un partenariat a donc été mis en place entre ces trois structures pour conduire ces travaux d'anticipation sur la zone d'emploi EST.

Cette démarche de prospective sectorielle et territoriale s'organise en deux temps :

1. Dans un premier temps, des ateliers d'échanges avec les partenaires institutionnels de l'emploi et de la formation permettent le croisement des indicateurs statistiques et des éléments d'anticipation collectés avec les connaissances empiriques des partenaires pour dégager les perspectives d'évolution des principaux secteurs d'activité et pour sélectionner trois secteurs sur lesquels préciser l'approche prospective dans l'EST.

2. Dans un second temps, des entretiens avec les professionnels des secteurs sélectionnés apportent l'analyse qualitative indispensable à cette étude.

A l'issue des ateliers d'échange, les trois secteurs sélectionnés sont :

- L'agriculture
- L'agroalimentaire
- Le tourisme

La présente note synthétise les indicateurs de diagnostic produits et les éléments prospectifs capitalisés lors de cette démarche consacrée au secteur de l'agroalimentaire : observatoires prospectifs, rencontres professionnelles et institutionnelles.

GUIDE DE LECTURE

Les « **Activités de services administratifs et de soutien** » regroupent le nettoyage, l'intérim, la sécurité, les services relatifs aux bâtiments et à l'aménagement paysager et les activités de location

Les « **Autres activités de services** » correspondent aux emplois des associations autres que les associations comprises dans le médicosocial (intégrés dans l'hébergement médicosocial et l'action sociale), le sport et la culture (intégrés dans arts, spectacles et activités récréatives pour la plupart)



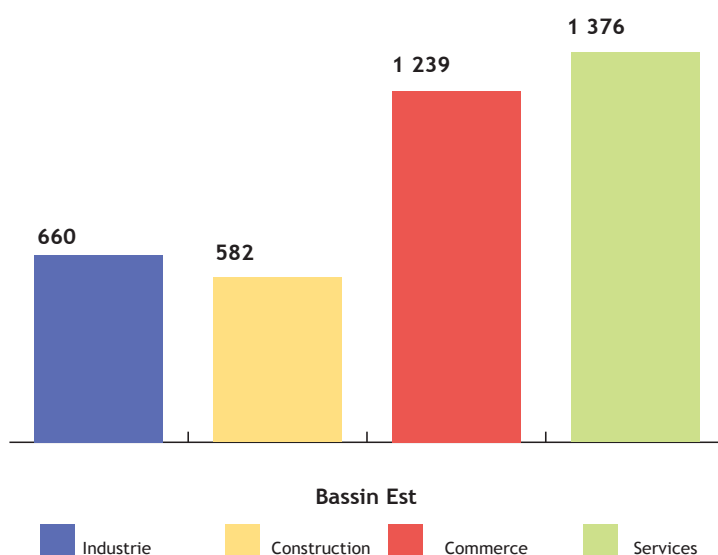
INDICATEURS CLÉS DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS L'EST

Les entreprises

- Taux de chômage 2012 : 30 %
- 20 500 DEFM ABC (4/2013)
- 6 257 établissements marchands non agricoles, dont 70 % sans salarié*
- 3 857 entreprises ressortissantes CCIR et 2 600 entreprises artisanales URMA (12/2012)

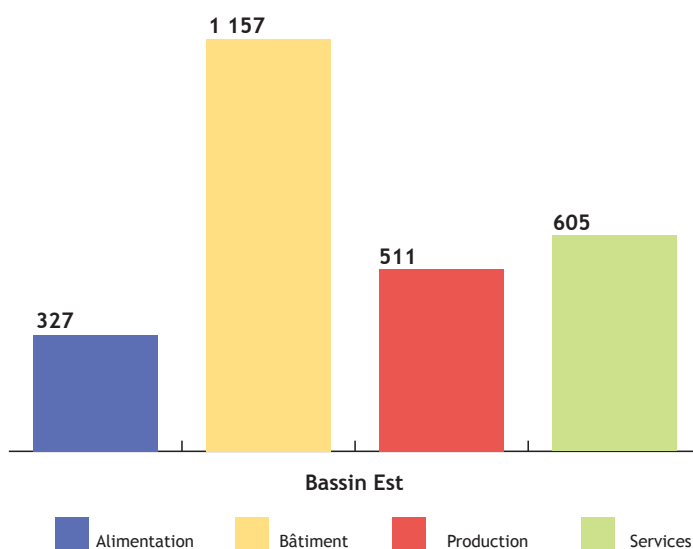
* Source : INSEE, Dénombrement des établissements - Champ marchand non agricole au 1^{er} janvier 2012

Stock d'entreprises CCIR au 31/12/2012



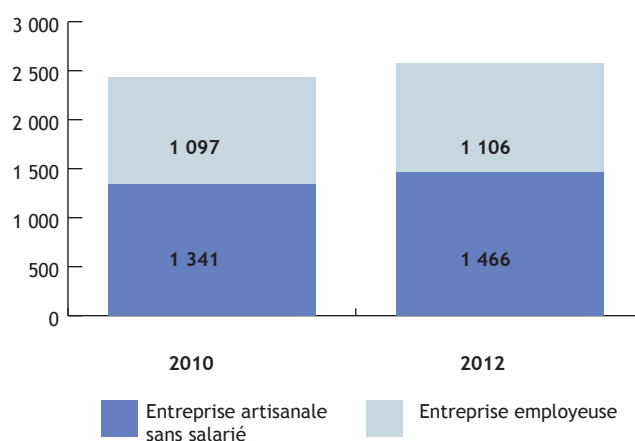
Source : fichier consulaire CCIR

Stock d'entreprises CMA au 31/12/2012



Source : fichier consulaire CMA

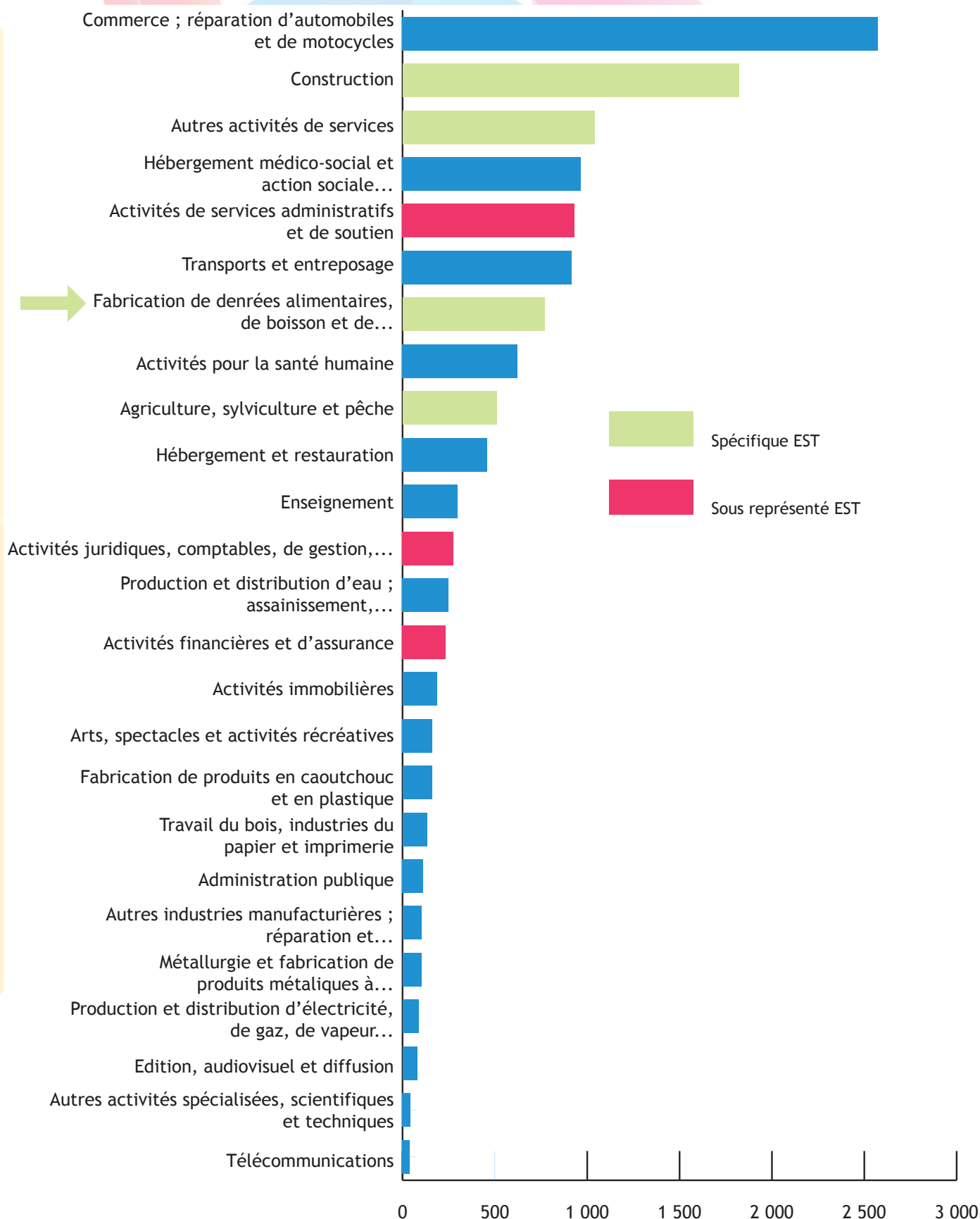
Estimation nombre entreprises artisanales avec et sans salarié dans l'Est



Source : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de La Réunion

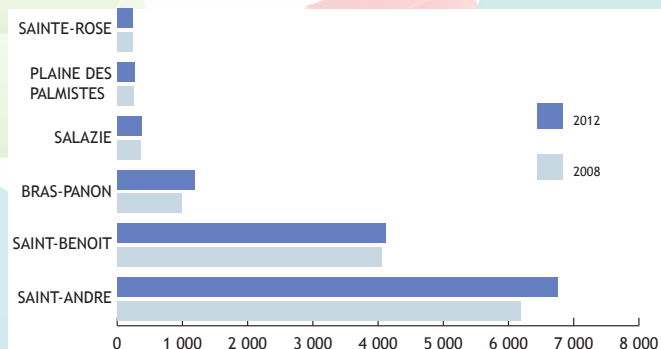
Les salariés

Effectifs salariés privés et spécificités des secteurs d'activité dans l'Est



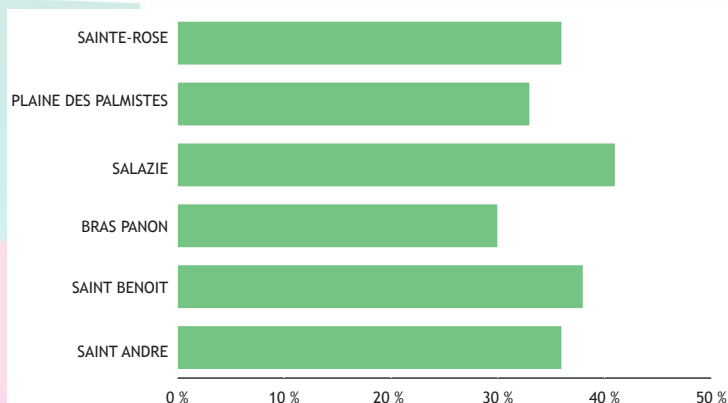
Source : ACOSS 2012. Spécifique [sous-représenté] : poids du secteur d'activité dans l'ensemble des salariés de l'Est supérieur de plus de 2 % [inférieur de plus de 2 %] au profil régional

Nombre de salariés par commune



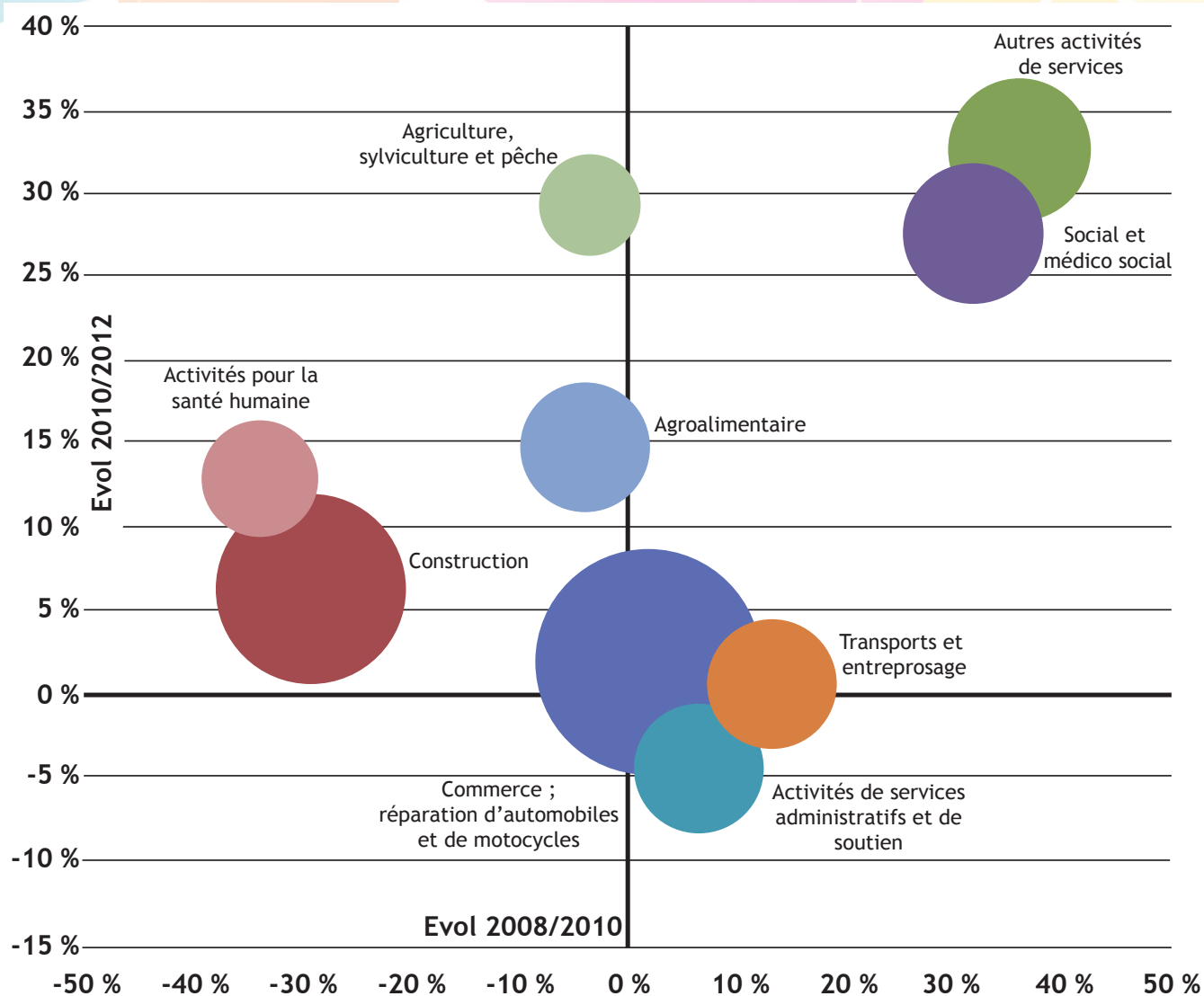
Source : ACOSS

Taux de chômage par commune



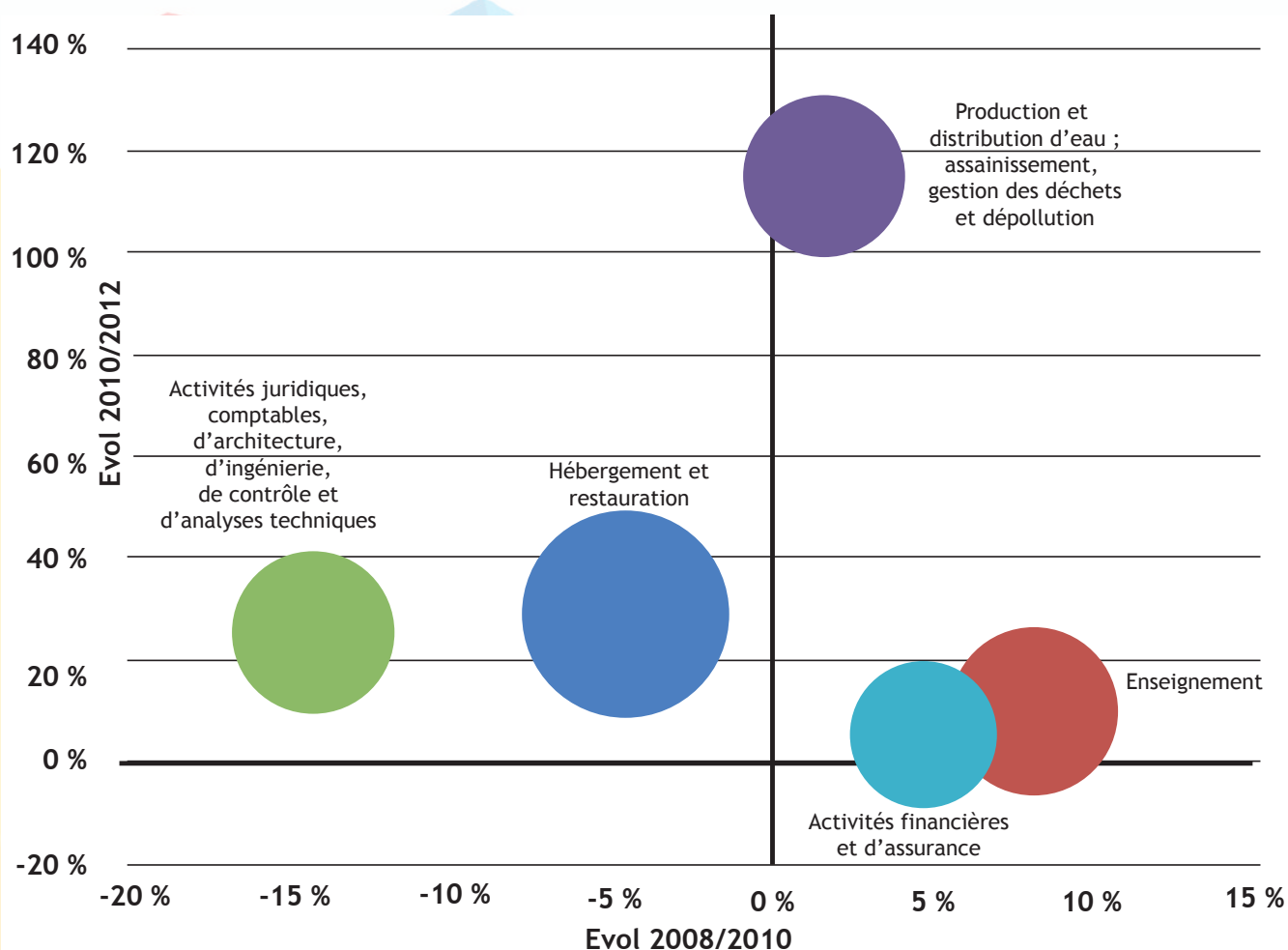
Source : INSEE Recensement de la Population 2010

Evolution 2008/2010 et 2010/2012 des secteurs d'activité > 500 salariés



Source : ACOSS

Evolution 2008/2010 et 2010/2012 des secteurs d'activité < 500 salariés et > 200 salariés



Source : ACOSS



Synthèse statistique

EMPLOI SALARIÉ DANS L'AGROALIMENTAIRE	
Nombre salariés privés ¹	769
Evol 2012/2008	10 %
DYNAMIQUE D'EMBAUCHE DANS L'INDUSTRIE	
Déclarations uniques d'embauche (DUE) 2012 ²	938
Evolution DUE 2011-2012 ²	57 %
Offres d'emploi enregistrées (OEE) ²	273
<i>Dont contrat aidés</i>	32 %
MARCHE DU TRAVAIL DANS LES MÉTIERS DE L'INDUSTRIE ³	
DEFM	534
<i>Dont longue durée</i>	53 %
OEE	38
Dont OEE durables	40 %
ENTRÉES EN FORMATION 2012 FINANCÉES PAR PÔLE EMPLOI ⁴	
% d'entrées en formation dans l'agroalimentaire sur les 660 entrées en formation dans l'Est	3 %

Les métiers en tension récurrente entre 2010 et 2013 (plus de deux années en tension) : boulangerie viennoiserie



1 - Source : ACOSS micro région Est

2 - Source : Pôle Emploi pour DUE et OEE 2012

3 - Source : Pôle Emploi 6/2013. DEFM ABC. OEE 7/2012 à 6/2013

4 - Source : Pôle Emploi

SYNTHÈSE DES ATELIERS

ATOUTS	FREINS
- Producteurs locaux et matière première disponible. Unités de productions existantes, artisanales et industrielles (transformation du lapin, porc, volaille, fruits) - Foncier économique dédié à l'agroalimentaire (Bras-Panon) - Pôle industriel de Bois Rouge et fabrication du Rhum (2 usines sur 3). Innovation et label	- Fermeture de l'abattoir Grand Matin - Manque de structures adaptées à la production - Normes européennes
OPPORTUNITÉS	MENACES
- Unité de transformation végétale et animale - Transferts des savoir-faire, passage de l'informel au formel - Structure mixte public/privé pour les unités inter-médiaires de production et le portage des emplois agroalimentaires	Concurrence des produits importés

Source : Éléments issus des ateliers du 19 septembre 2013 et 3 octobre 2013

LES FACTEURS CLÉS À ANTICIPER DANS L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ AGROALIMENTAIRE ET DES MÉTIERS

Evolution activité

Peu de marges de développement dans l'industrie sucrière, à l'inverse de la transformation des fruits et légumes et de l'artisanat agroalimentaire

Industrie sucrière

Les deux usines sucrières sont depuis 2010 la propriété d'un unique acteur, Téréos.

Le groupe coopératif a acheté l'usine de Bois Rouge en 2001 et celle du Gol en 2010 (achat de Quartier Français). Il compte 410 salariés à La Réunion, dont 250 au Gol et 160 à Bois Rouge. Le groupe a externalisé certaines sociétés anciennement filiales du groupe Quartier Français : BPE (emballage plastique), Mascarin, SICRE (torréfaction du café).

Il a conservé la société de conditionnement du sucre (Eurocane au Port avec 50 salariés), le pôle recherche (ERCANNE avec 50 salariés), la société de transport SANE basée à Beaufonds (11 salariés permanents et 50 occasionnels pendant la coupe, pour le transport de la canne, du sucre et de la mélasse), l'affrètement de navire et la société de promotion immobilière DPI. La fonction commerciale est assurée à Paris et Nantes (50 salariés).

L'activité est à flux tendu, sans sureffectif.

Industrie fruits et légumes et élevage

L'acteur industriel historique de la transformation agroalimentaire végétale est la société Royal Bourbon Industries (RBI), dont l'établissement principal est situé à Bras-Panon Rivière des Roches et le pôle logistique à Saint-

Benoît Beaufonds. RBI détient une position leader sur les conserves de fruits et légumes, confitures et jus de fruits. Le taux de couverture des produits transformés à base de fruits et légumes est faible, avec 33 000 tonnes d'importations par an en moyenne contre 2 000 tonnes produites localement.

L'activité industrielle se développe à un rythme soutenu et devrait se poursuivre dans les 5 années à venir, portée par la structuration du secteur (création de l'interprofession depuis 2012) et les innovations en cours.

La croissance de l'activité permet la réalisation de nouveaux investissements, avec notamment la possibilité d'augmenter la production locale de jus de fruits et de proposer de nouvelles productions (comme les légumes surgelés).

La coopérative Provanille regroupe 130 producteurs du Sud Est, avec 80 % de la production vendue aux touristes.

En matière d'élevage, l'URCOOPA centralise les activités d'abattoir à l'Etang Salé. Ce regroupement s'accompagne de la fermeture cette année de l'abattoir de Grand Ilet.

Artisanat agro-alimentaire

De nombreux acteurs de la transformation végétale sont présents (Confiseries d'Emilie par exemple à Sainte-Anne, producteurs transformateurs de goyaviers à la Plaine des Palmistes, chouchou à Salazie...) en vente directe mais sur des marchés différents.

Filière lapin

En plein développement, l'élevage de lapins est organisé et géré par la Coopérative des Producteurs de Lapin de La Réunion (CPLR). Elle compte 27 adhérents-éleveurs. Entrée dans le programme européen D.E.F.I., la coo-

pérative a pour objectif d'intégrer un éleveur à minima chaque année, avec un effet démultiplicateur sur l'emploi (un éleveur participe au fonctionnement de 7 emplois directs ou indirects). Installée à Bras-Panon depuis 2010, la nouvelle structure offre des perspectives de développement en matière d'abattage, de conditionnement et de transformation. Depuis le 1^{er} Juin 2013, la coopérative a repris l'activité de commercialisation s'ajoutant à la production et l'abattage. Cette évolution des activités a eu pour conséquence la création de nouveaux postes de télévendeuses (deux emplois). En 2014, avec l'évolution vers la commercialisation, il est prévu l'embauche d'un responsable commercial. La coopérative emploie 12 salariés, dont 2 en contrat d'apprentissage et 1 en contrat de professionnalisation. Les vecteurs de développement portent sur l'ensemble des produits ultrafrais et le positionnement sur des nuggets de lapin. Les abatteurs sont des employés polyvalents.

Les traditions de fromagers étaient bien présentes à La Plaine des Palmistes auprès des anciens éleveurs laitiers, mais très peu de ces traditions ont été transmises. La fromagerie Garçonnet a cessé son activité.



La fromagerie Takamaka créée en 1984 développe son activité à l'Abondance, avec une offre qui s'est diversifiée vers la transformation du lait de vache depuis 2010 (auparavant gamme de différents chèvres). La structure emploie 4 salariés.

Les métiers de bouche, comme charcutier et boulanger pâtissier, sont encore des niches d'emploi qualifié à l'échelle régionale. Les plus fortes progressions du nombre de boulangeries-pâtisseries entre 2009 et 2012 sont enregistrées dans la région Sud (+22 %), l'Est ayant enregistré la plus faible progression (+9 %) en passant de 46 établissements en 2009 à 50 en 2012, pour 230 salariés (source Insee et ACOSS). La forte progression de la profession à l'échelle régionale remonte aux années quatre-vingt dix jusque 2007-2008, pour atteindre une forme de stabilité ces 5 dernières années due aux difficultés d'emprunt dans un contexte de stagnation de la consommation (investissement de

300 000 € nécessaire pour les équipements et le point de vente). Le développement des enseignes l'emporte sur l'installation d'artisans indépendants. Les perspectives actuelles résident dans la création de boulangerie pâtisserie de proximité de petite taille (moins de 10 salariés), qui offre des produits transformés de qualité avec un service de proximité (lien social, plage étendue des horaires d'ouverture,...).

Approche territoire

Une attractivité industrielle à renforcer, dans un territoire qui offre un cadre de vie agréable et un fort potentiel agricole

Les industries présentes dans l'Est le sont depuis des générations à l'exception de Grand Matin créée au début des années quatre-vingt-dix. L'Est n'a pas accueilli de nouvelles installations industrielles depuis ces implantations historiques.

La coopérative de lapin s'est installée à Bras-Panon à la fois pour des raisons de qualité de l'environnement et de création de la zone d'activité économique dédiée à l'agroalimentaire. De nombreux élevages se situent dans le Sud et l'aide à la collecte par l'interprofession a été mise en place. Aucune délocalisation n'est prévue à moyen terme.

L'Est est reconnu pour sa qualité de vie et un fort potentiel agricole. Ces atouts ne suffisent pas à assurer une attractivité économique et professionnelle. Des équipements comme la plateforme de développement économique (dit encore « projet port sec » à Beauvallon - Saint-Benoît) pourrait participer à créer cette attractivité.

Evolution réglementaire

Maintien des aides agricoles mais des baisses d'exonérations de cotisations à anticiper. Règles de sécurité alimentaire et protection de l'environnement bien établies, qui se renforcent.

Le cadre global de soutien public à l'activité agricole à La Réunion serait maintenu à l'horizon 2020, avec la reconduction des programmes européens POSEI 2014-2020 et de développement rural. Les dispositifs d'aide en faveur de l'agriculture sont constamment en négociation et les arbitrages de ces négociations dépassent l'échelle régionale.

La réduction des niches fiscales et notamment la diminution de certaines exonérations de cotisations patronales sur les tranches de salaires supérieures à 1,6 fois le SMIC font peser de nouvelles charges au cycle d'exploitation et baisser la compétitivité.

La filière agroalimentaire est soumise aux réglementations de sécurité alimentaire et de l'environnement.

La sécurité alimentaire comprend les notions de suivi de la qualité et de la valeur nutritionnelle, traçabilité et sécurité sanitaire.

Les évolutions en matière environnementale s'orientent vers l'augmentation des taux de recyclage des matières organiques (de 35 % en 2012 et à 45 % en 2015).

Depuis 2010, l'abattoir Lapin est aux normes de l'Union Européenne. La coopérative est positionnée sur de l'ultra-frais donc un contrôle strict des normes (« hygiène », respect de la chaîne du froid, etc.) est effectué. Aucune évolution majeure n'est anticipée concernant les normes.

La mise aux normes pour les accès handicapés doit être programmée dès à présent par les commerces agro-alimentaires (objectif de mise aux normes en 2015).

Evolution technologique

Un niveau déjà élevé en matière d'innovation technologique dans l'industrie, des investissements qui privilégient la main d'œuvre dans l'artisanat agroalimentaire des besoins transversaux de mise à niveau en matière de systèmes d'informations

En matière industrielle, la technologie sucrière bénéficie déjà d'un niveau important d'innovation technologique.

De même dans la transformation des fruits et légumes, la technique de surgélation cryogénique est en place et les investissements qui viennent d'être réalisés en matière de conditionnement de jus sont issus des dernières technologies.

Les innovations technologiques à intégrer relèvent davantage du système d'information entre distributeurs et fournisseurs, avec le déploiement du dispositif Echange de Données Informatisées (EDI) à court terme.

Dans le domaine de l'artisanat agroalimentaire et notamment de la coopérative lapin, le choix porte principalement sur des machines semi-automatiques afin de privilégier l'emploi sur le territoire.

Les opérateurs de l'agroalimentaire sont inscrits dans des processus d'innovation : la fromagerie Takamaka s'ouvre sur de nouveaux conditionnements et de nouveaux produits, la coopérative vanille s'entoure de partenaires pour l'élaboration de peinture aux pigments de vanille, thé vanille, sel à la vanille...

De même, les boulangeries pâtisseries sont inscrites dans un processus d'innovation porté par les aspirations de la clientèle et la nécessité de se démarquer de la grande dis ambres de fermentation et les chambres froides à températures programmables ont permis de réduire le travail de nuit. Avec la fabrication artisanale du levain et la possibilité d'une fermentation lente, la qualité des produits s'est améliorée.

Evolution sociétale

Nomadisme et conquête du marché de la restauration collective

De nouveaux marchés liés aux évolutions de la société sont à consolider et/ou conquérir, comme la restauration collective (notamment sur le volet produits frais), les exi-

gences alimentaires liées au « nomadisme » et la taille des produits à adapter à l'évolution de la taille des familles.

Evolution RH, management

Stratégies RH de renouvellement à anticiper chez Téréos et RBI : transmission des savoir-faire techniciens sucre et renouvellement des effectifs ouvriers de production RBI.

Industrie sucrière

Dans l'usine, la transmission du métier d'ouvrier ou employé d'usine se faisait traditionnellement de père en fils. Ce parcours est estompé aujourd'hui.

Avec 43 % des ouvriers et employés de plus de 50 ans (contre 20 % en métropole), la problématique du vieillissement est réelle et nécessite d'anticiper les nombreux départs annoncés à compter de 2019. La problématique du savoir-faire des usiniers est posée.

Pour les autres métiers, aucune difficulté de recrutement n'est recensée (électricien,...).

Les contrats saisonniers sont renouvelés auprès des mêmes salariés à 90 % chaque année : cette situation permet la pluriactivité.

Industrie fruits et légumes et artisanat agro-alimentaire

Le volet saisonnier est également présent dans l'activité de transformation des fruits et légumes et l'artisanat agro-alimentaire (période de pointe selon la saison des fruits pour la transformation et les périodes de fêtes pour la boulangerie pâtisserie).

Comme dans l'industrie sucrière, le vieillissement des effectifs est constaté chez RBI.

Dans cette société, les principales difficultés de recrutement relèvent des postes de techniciens de maintenance, avec un niveau de formation BTS qui ne correspond pas aux besoins. Les besoins sont spécialisés et le candidat doit faire preuve de capacité d'apprentissage rapide et appliquée aux équipements en place.

La problématique du vieillissement commence également à se poser pour les chefs d'entreprises et les salariés de la boulangerie pâtisserie. A noter que le secteur est en cours d'adoption de la convention nationale de la boulangerie, après avoir dénoncé la convention régionale en 2013.





LES PISTES D'ACTIONS

Les rencontres institutionnelles et professionnelles ont permis de pointer des enjeux de renouvellement de main d'œuvre sur les métiers d'ouvriers de production, dans un cadre industriel comme artisanal (autour de 50 emplois concernés dans les cinq années à venir).

Des besoins sont également identifiés sur de petits effectifs de maintenance industrielle spécialisée.

Les pistes d'actions suivantes sont proposées pour relever les enjeux pointés par les acteurs :

» Contrats de génération à mettre en place pour garantir la transmission des savoir-faire, notamment dans les deux grandes industries du territoire (Tereos et Royal Bourbon Industries), avec un potentiel de contrats estimé entre 20 et 30 personnes sur 5 ans.

» Renforcer l'attractivité des métiers de la maintenance industrielle et de l'artisanat boulangerie pâtisserie. Pour ces derniers métiers, il s'agit notamment de rénover l'outil de formation et de dynamiser la communication (fête du pain, ouverture des entreprises...)

» Module de formation continue sur les systèmes d'information dans le cadre des échanges de données informatisées, sur des logiciels spécialisés logistique et gestion des stocks dans l'agroalimentaire (session de formation continue à destination d'un groupe acheteurs fournisseurs d'une dizaine de salariés et/ou demandeurs d'emploi)

» Poursuivre les actions de VAE collectives

» Approche qualité et respect de l'environnement : diminution des déchets, modes de conditionnement et de transport, recyclage

» Promouvoir la mise en place de «paniers de biens et services territorialisés» regroupant agriculture, tourisme, paysages et environnement. Il s'agit d'une démarche d'animation et d'accompagnement des acteurs économiques de l'Est afin de valoriser la production et les acteurs locaux.

» Participer à la mise en place d'une charte territoriale de l'emploi saisonnier avec les professionnels agricoles et assurer un accompagnement renforcé pour l'élaboration de groupements d'employeurs. L'objectif est bien de revaloriser les emplois saisonniers nécessaires au fonctionnement du secteur agricole et agroalimentaire.

Vient de paraître



Disponible au téléchargement
sur le site du Carif-Oref Réunion
www.cariforef-reunion.net

Glossaire

ACOSS	Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale
BAC PRO	BACcalauréat Professionnel
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CARIF-OREF	Centre d'Animation et de Ressources de l'Information sur la Formation Observatoire Régional Emploi Formation
CCIR	Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion
CMA	Chambre de Métiers et de l'Artisanat
DAAF	Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
DEFM	Demandeur d'Emploi en Fin de Mois
DUE	Déclaration Unique d'Embauche
INSEE	Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
MEFPIE	Maison de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Insertion Est
OEE	Offre d'Emploi Enregistrée
PLIE	Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi
POSEI	Programmes d'Options Spécifiques à l'Eloignement et l'Insularité
RH	Ressources Humaines
URCOOPA	Union Réunionnaise des Coopératives Agricoles
URMA	Université Régionale des Métiers de l'Artisanat
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

Carif-Oref Réunion



carif ■ oref

Ile de La Réunion

Directeur de publication

Jean-René HOAREAU

Collaboration

Olivier DEBRAY

Stéphanie COURTOIS (Maison de l'emploi, de la Formation professionnelle, de l'insertion de l'Est)

Mise en page

Samuelle GRONDIN

Crédits photo

© fotolia

Adresse Physique

190, rue des Deux Canons
Imm. Futura, RDC
97495 Sainte-Clotilde Cedex
Tél. : 0262 28 30 47
Fax : 0262 28 04 44
Courriel : contact@cariforef-reunion.net
Site web : www.cariforef-reunion.net

